



L'opinion publique dans le monde sur la tolérance en politique

Enquête portant sur 24 pays

conduite par WorldPublicOpinion.org
commandée par l'Union interparlementaire

Journée internationale de la démocratie
15 septembre 2009

Image de couverture : © iStockphoto/Christos Georghiou

WorldPublicOpinion.org est un projet piloté
par le Program on International Policy Attitudes

WorldPublicOpinion.org
1779 Massachusetts Ave. NW
Suite 510
Washington, DC 20036
Téléphone : 202-232-7500
Fax : 202-232-1159
E-mail : info@pipa.org

L'opinion publique dans le monde sur la tolérance en politique

Enquête portant sur 24 pays

conduite par WorldPublicOpinion.org

commandée par l'Union interparlementaire

Journée internationale de la démocratie

15 septembre 2009

Cette enquête a été commandée par l'**Union interparlementaire (UIP)**. Fondée en 1889, l'UIP est l'organisation mondiale des parlements. En septembre 2009, 153 parlements étaient Membres de l'Organisation et huit assemblées parlementaires régionales en étaient Membres associés. L'UIP a son siège à Genève, en Suisse, et elle dispose à New York d'un bureau qui agit notamment en qualité d'observateur permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

L'UIP a vocation à promouvoir la démocratie, notamment par le renforcement de l'institution parlementaire. Au fil des années, elle a concouru à l'élaboration de principes démocratiques de gouvernance et de normes internationales pour des élections libres et régulières, et elle a contribué au renforcement des systèmes parlementaires dans plus de 50 pays. Elle a élaboré des lignes directrices sur les bonnes pratiques dans les parlements, et défini des méthodes pour évaluer la performance des parlements.

Pour plus ample information sur la Journée internationale de la démocratie, prière de consulter : <http://www.ipu.org/idd/>

L'enquête a été conduite par **WorldPublicOpinion.org (WPO)**, projet collaboratif international piloté par le **Program on International Policy Attitudes (PIPA)** de l'Université du Maryland ayant vocation à faire entendre la voix de l'opinion publique dans le monde entier sur les grands enjeux internationaux. A mesure que se poursuit l'intégration de notre monde, les problèmes sont de plus

en plus globaux, d'où la nécessité accrue d'une compréhension entre les nations et de la définition de normes mondiales. Avec l'essor de la démocratie dans le monde, l'opinion publique joue un rôle désormais plus important dans la conduite de la politique étrangère. WorldPublic Opinion.org s'efforce d'identifier les valeurs et les opinions de publics cibles dans divers pays à travers le monde ainsi que les tendances mondiales de l'opinion publique.

Le **Program on International Policy Attitudes (PIPA)** a été institué en 1992 dans le but de donner plus d'importance à l'opinion publique dans les relations internationales. PIPA mène des enquêtes approfondies sur l'opinion publique (sondages, groupes de discussion et entretiens). Il associe ses résultats à ceux d'autres organisations. Il recherche activement la participation des responsables politiques à la conception de ses sondages afin que ces derniers répondent plus directement aux attentes des décideurs. PIPA est un programme conjoint du Center on Policy Attitudes et du Center for International and Security Studies at Maryland (CISSM).

Steven Kull, Clay Ramsay, Stephen Weber et Evan Lewis, qui travaillent pour PIPA, ont conçu le questionnaire et rédigé le rapport avec le concours de l'Union interparlementaire.

Abe Medoff (PIPA) a été chargé de la réalisation technique du rapport, avec le concours d'Aaron Karako.

Richard Jones (Studio Exile) a conçu la couverture et la maquette du rapport.

Table des matières

Aperçu	4
Principales conclusions	5
Soutien au droit d'exprimer des opinions politiques diverses	6
Liberté d'expression : « Peut mieux faire »	9
Les partis d'opposition n'auraient pas les mêmes possibilités d'exprimer leurs vues	11
Les partis politiques restreindraient la diversité des opinions	13
Les femmes sont-elles bien représentées ? Les avis sont partagés	15
Les minorités sont-elles bien représentées ? Un bilan contrasté	18
Les sondés pensent que les populations autochtones sont sous-représentées	20
Annexes	21

Aperçu

En prévision de la deuxième Journée internationale de la démocratie, l'Union interparlementaire a commandé à WorldPublicOpinion.org un sondage d'opinion international sur la démocratie, notamment sur un élément central de celle-ci : la tolérance en politique.

La tolérance en politique est au cœur de la démocratie. Sans elle, les parlements et les autres instances législatives ne peuvent fonctionner. Elle implique qu'on accepte et respecte les droits et libertés civiles de personnes et de groupes ayant des opinions différentes. Il s'agit notamment de la liberté d'exprimer des idées, même quand elles ne plaisent pas. Elle suppose aussi la possibilité de participer librement aux processus politiques, sans considération de sexe, de race, de religion, d'ethnie ou de croyance.

L'étude avait pour objectif de déterminer l'étendue du soutien accordé par l'opinion au concept de tolérance en politique et d'évaluer le degré de tolérance en politique dans les différents pays visés. Nombre de politologues estiment que les masses, faute de tolérer les opinions minoritaires, ont tendance à favoriser la tyrannie de la majorité, ce qui ne laisse pas de les inquiéter. Mais est-ce vrai ?

Les sondés ont été invités à se prononcer sur les questions suivantes :

- Quelle importance les citoyens accordent-ils à la possibilité d'exprimer des opinions politiques diverses ?
- Quelle est la marge de liberté dont les citoyens disposent pour exprimer des opinions impopulaires sans crainte d'être harcelés ou sanctionnés ?
- Dans quelle mesure les partis de l'opposition peuvent-ils influencer sur les choix gouvernementaux ?

- Quelle est la marge de liberté des législateurs par rapport à la ligne de leur parti ?
- Les femmes sont-elles bien représentées dans les instances législatives ?
- Les minorités et (s'il y a lieu) les populations autochtones sont-elles bien représentées dans les instances législatives ?

La liste des pays à sonder a été établie en fonction de trois critères d'importance égale et dont aucun n'a précédence sur les autres :

- Prendre en compte globalement une majorité nette de la population mondiale.
- Inclure un pays ou plus d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Europe, d'Eurasie, d'Afrique, d'Asie du Sud et d'Asie de l'Est.
- Inclure des pays économiquement développés, des pays moyennement développés et des pays moins avancés.

WorldPublicOpinion.org a interrogé 21 285 personnes dans 24 pays représentant 64 pour cent de la population mondiale, soit la plupart des grands pays : Chine, Inde, Etats-Unis, Indonésie, Nigeria, Pakistan, Fédération de Russie et Afrique du Sud, mais aussi l'Argentine, le Chili, le Mexique, l'Allemagne, la Grande Bretagne, la France, Israël, la Pologne, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine, le Kenya, l'Egypte, la Turquie, l'Iraq, la République de Corée, et les territoires palestiniens (Palestine). Les marges d'erreur vont de +/-2 à 4 points de pourcentage. Les sondages ont été réalisés dans les divers pays du 4 avril au 30 juin 2009.

En outre, l'étude fait le point sur les enquêtes internationales existantes traitant de questions connexes.

Principales conclusions

Il ressort globalement de l'enquête que s'il y a une forte adhésion à l'idée de la tolérance en politique, le sentiment général est que, dans la pratique, cette tolérance fait gravement défaut.

Droit d'exprimer des opinions politiques diverses

La majorité des sondés, dans tous les pays, estime qu'il faut avoir le droit d'exprimer des opinions politiques diverses, même quand elles sont impopulaires. Le lien avec le soutien à la démocratie en général est évident : quand on est favorable à la tolérance en politique on soutient aussi la démocratie et inversement. Ces résultats corroborent d'autres sondages selon lesquels le droit d'exprimer des opinions diverses est soutenu par le plus grand nombre.

Degré de liberté d'expression

Dans aucun pays il n'y a de majorité estimant que le peuple est complètement libre d'exprimer des opinions impopulaires.

Sur les partis d'opposition

Dans la plupart des pays, le sentiment est que les partis d'opposition n'ont pas des chances égales de peser sur les politiques gouvernementales.

Liberté des législateurs d'exprimer des opinions divergentes

Dans presque tous les pays étudiés le sentiment qui domine est que les législateurs ne sont pas tout à fait libres d'exprimer des opinions différentes de celles de leur parti.

Représentation des femmes

Bien que la parité entre les sexes en matière de représentation parlementaire n'existe dans aucun des pays, les opinions sont partagées sur l'équité de la représentation féminine. En moyenne, les hommes estiment, à une légère majorité, que les femmes sont équitablement représentées, alors qu'une majorité de femmes pense que non.

Représentation des minorités

Il y a une grande variété d'opinions sur l'équité de la représentation des minorités dans les parlements nationaux mais, dans l'ensemble, le sentiment qui domine est que les minorités ne sont pas équitablement représentées.

Représentation des populations autochtones

Dans beaucoup de pays ayant d'importantes populations autochtones, les sondés estiment à une forte majorité, et dans tous les cas, que ces populations ne sont pas équitablement représentées.

Soutien au droit d'exprimer des opinions politiques diverses

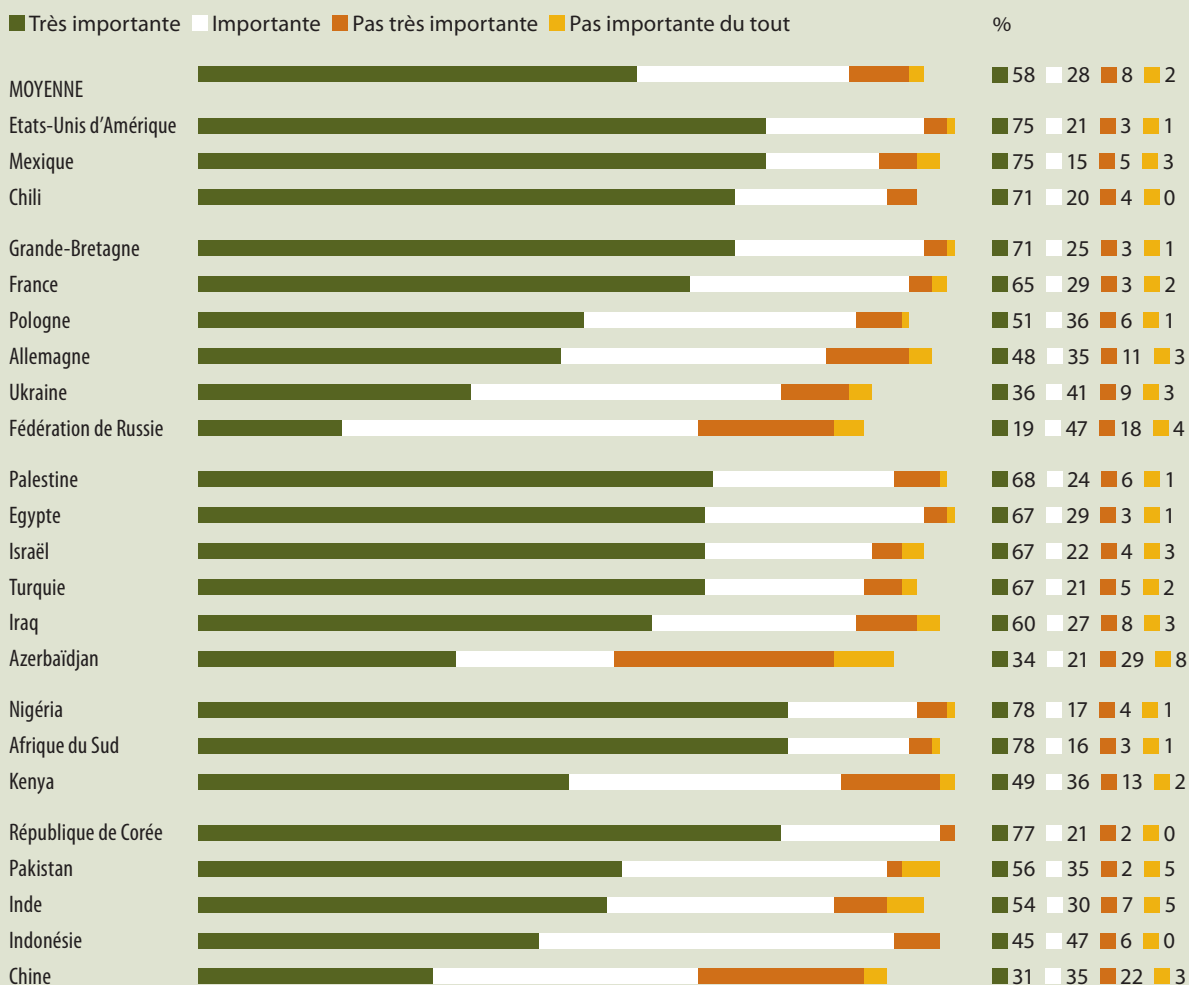
La majorité des sondés, dans tous les pays, estime qu'il faut avoir le droit d'exprimer des opinions politiques, même lorsqu'elles sont impopulaires. Le lien avec le soutien à la démocratie en général est évident : ceux qui sont favorables à la tolérance en politique soutiennent généralement la démocratie et inversement. D'autres sondages montrent que le plus grand nombre tient au droit d'exprimer des idées diverses et au respect de l'égalité en droits pour les femmes et les minorités.

La question posée était « La liberté d'exprimer des opinions politiques impopulaires, sans peur d'être harcelé ou sanctionné, est-elle très importante, importante, pas très importante, pas importante du tout ? ». Dans les 23 pays concernés, les sondés considèrent, en majorité, que cette liberté est très importante ou importante.

Dans 16 pays, la majorité estime que cette liberté est très importante, et dans 13 cette majorité est de 60 pour cent ou plus.

Exprimer des opinions politiques impopulaires

La liberté d'exprimer des opinions politiques impopulaires, sans peur d'être harcelé ou puni, est elle très importante, importante, pas très importante, pas importante du tout ? »



En moyenne sur tous les pays, cette liberté est importante pour 86 pour cent des sondés et très importante pour 58 pour cent d'entre eux.

La seule variation notable entre pays et régions concerne la proportion des personnes disant que la liberté d'expression d'idées impopulaires est *très* importante, par rapport à celles qui la jugent seulement *importante*. Les plus fortes majorités ont été trouvées dans les pays du continent américain et du Moyen-Orient. Il n'y a pas de différences notables, au plan mondial, par sexe ou par tranche d'âge.

Dans les pays de l'ancienne Union soviétique, la majorité des sondés accorde une importance légèrement moindre à la liberté d'expression en politique. Ils sont majoritaires en Fédération de Russie, en Ukraine et en Azerbaïdjan à la qualifier d'importante, contre seulement 19 à 36 pour cent de très importante dans ces mêmes pays.

Dans les pays d'Asie aussi le nombre de personnes estimant que la liberté d'expression est très importante est relativement moins élevé.

Tolérance en politique et opinions sur la démocratie

Plus on est pour la tolérance en politique, plus on est enclin à soutenir la démocratie. Quarante-vingt pour cent des personnes qui qualifient de très importante la liberté d'expression d'opinions politiques impopulaires déclarent qu'il est très important de vivre dans un pays gouverné démocratiquement, mais ils ne sont plus que 48 pour cent à en faire autant chez ceux pour qui cette liberté est seulement importante et 41 pour cent des personnes pour lesquelles elle n'est pas importante du tout.

La même logique fonctionne en sens inverse : 71 pour cent des personnes estimant qu'il est très important de vivre en démocratie qualifient de très importante également la liberté d'expression, mais ce pourcentage tombe à 37 pour cent chez les personnes pour lesquelles il est seulement « important » de vivre en démocratie et à 27 pour cent chez celles pour qui il n'est « pas important du tout » de vivre en démocratie.

Résultats d'autres sondages

Il ressort d'autres enquêtes que la liberté d'exprimer des opinions différentes bénéficie d'un fort soutien. Ainsi, un sondage a été effectué en 2008 par WorldPublicOpinion (WPO) afin de mesurer l'importance attribuée par les gens au droit « d'exprimer toute opinion, et même des critiques envers les responsables gouvernementaux ou les dirigeants religieux ». Il en ressort que la majorité des sondés dans les 20 pays étudiés, la considèrent comme « importante » et, dans 16 de ces pays, comme « très importante ». En moyenne, dans tous les pays concernés, 66 pour cent des sondés pensent que ce droit est « très important », 22 pour cent supplémentaires qu'il est « important », et seulement 7 pour cent qu'il est soit « pas très important » (5%), soit « pas important du tout » (2%).

Dans une enquête effectuée en 2007 dans 37 pays, Pew Global Attitudes Project a voulu savoir s'il est important de pouvoir dire ouvertement ce qu'on pense, et critiquer l'Etat ou le gouvernement. Dans tous les pays la majorité des sondés estime que la liberté d'expression est importante. En moyenne, 87 pour cent des sondés ont répondu soit « très important » soit « important » et 11 pour cent « pas très important » ou « pas important du tout ».

En 2005 et 2006, Afrobaromètre a fait un sondage dans 18 pays africains sur cette question : le gouvernement doit-il permettre l'expression d'opinions politiques fondamentalement différentes de celles de la majorité ? Dans tous ces pays, sauf un, la majorité des sondés estime que le gouvernement doit permettre la libre expression. En moyenne sur les 18 pays, 71 pour cent pensent qu'on doit pouvoir parler librement de politique sans influence du gouvernement, même si on exprime les opinions les plus impopulaires, contre 23 pour cent qui estiment que le gouvernement doit restreindre la liberté de parole lorsque les opinions émises diffèrent fondamentalement des opinions majoritaires.

On peut aussi examiner le droit à la liberté d'expression en prenant un autre point de vue : le gouvernement a-t-il le droit d'interdire le débat sur certaines questions ? Le sondage effectué en 2008 par WPO posait, dans 20 pays, la question suivante : « Le gouvernement doit-il avoir le droit d'interdire le débat sur les opinions politiques ou religieuses ? ». Les sondés, en majorité absolue dans 14 pays et en majorité relative dans trois, ont répondu par la négative. En moyenne, 37 pour cent seulement des sondés dans le monde estiment que le gouvernement doit avoir ce droit, et 57 pour cent pensent que non.

Toujours en 2008, WPO a posé dans 19 pays la question suivante : êtes-vous favorable au droit de manifester pacifiquement contre le gouvernement ou pensez-vous que « le gouvernement est en droit d'interdire les manifestations pacifiques s'il juge qu'elles peuvent être politiquement déstabilisantes ? ». Les sondés ont répondu en majorité, et dans tous les cas, qu'on doit avoir le droit de manifester. En moyenne, sur tous les pays, 75 pour cent estiment qu'on doit avoir le droit de manifester pacifiquement contre le gouvernement, et 20 pour cent que le gouvernement doit avoir le droit d'interdire les manifestations pacifiques lorsqu'il juge qu'elles seraient politiquement déstabilisantes.

Soutien à la démocratie

Dans tous les pays, la majorité des sondés pense qu'il est important de vivre sous un gouvernement démocratique et, dans la plupart des pays, que c'est très important.

A la question « Pensez-vous qu'il est important de vivre dans un pays gouverné démocratiquement ? » la majorité des sondés dans les 24 pays ont répondu « très important » ou « important ». Dans aucun pays la proportion des « pas important » ne dépasse un sur quatre.

Dans 20 des 24 pays la majorité des sondés estime qu'il est *très* important de vivre sous un gouvernement démocratique. Dans 16 pays cette majorité est de trois cinquièmes ou davantage.

En moyenne, sur tous les pays, 90 pour cent déclarent qu'il est important de vivre sous un gouvernement démocratique et 67 pour cent que c'est très important. On ne note pas de différences significatives, au niveau mondial, selon le sexe ou l'âge.

L'Argentine et la Turquie font preuve d'un attachement exceptionnel pour la démocratie, avec 90 pour cent et plus de « très important ».

Cet attachement est un peu moindre dans les pays de l'ancienne Union soviétique étudiés. En Fédération de Russie, en Ukraine et en Azerbaïdjan, 60 à 80 pour cent des sondés ont répondu « important ». Les « très important » ne représentent que 16 pour cent en Russie et 36 pour cent en Ukraine.

Importance de la démocratie

Pensez-vous qu'il est important de vivre dans un pays gouverné démocratiquement ?



Liberté d'expression : « Peut mieux faire »

Dans aucun pays il n'y a de majorité estimant qu'on est complètement libre d'exprimer des opinions impopulaires.

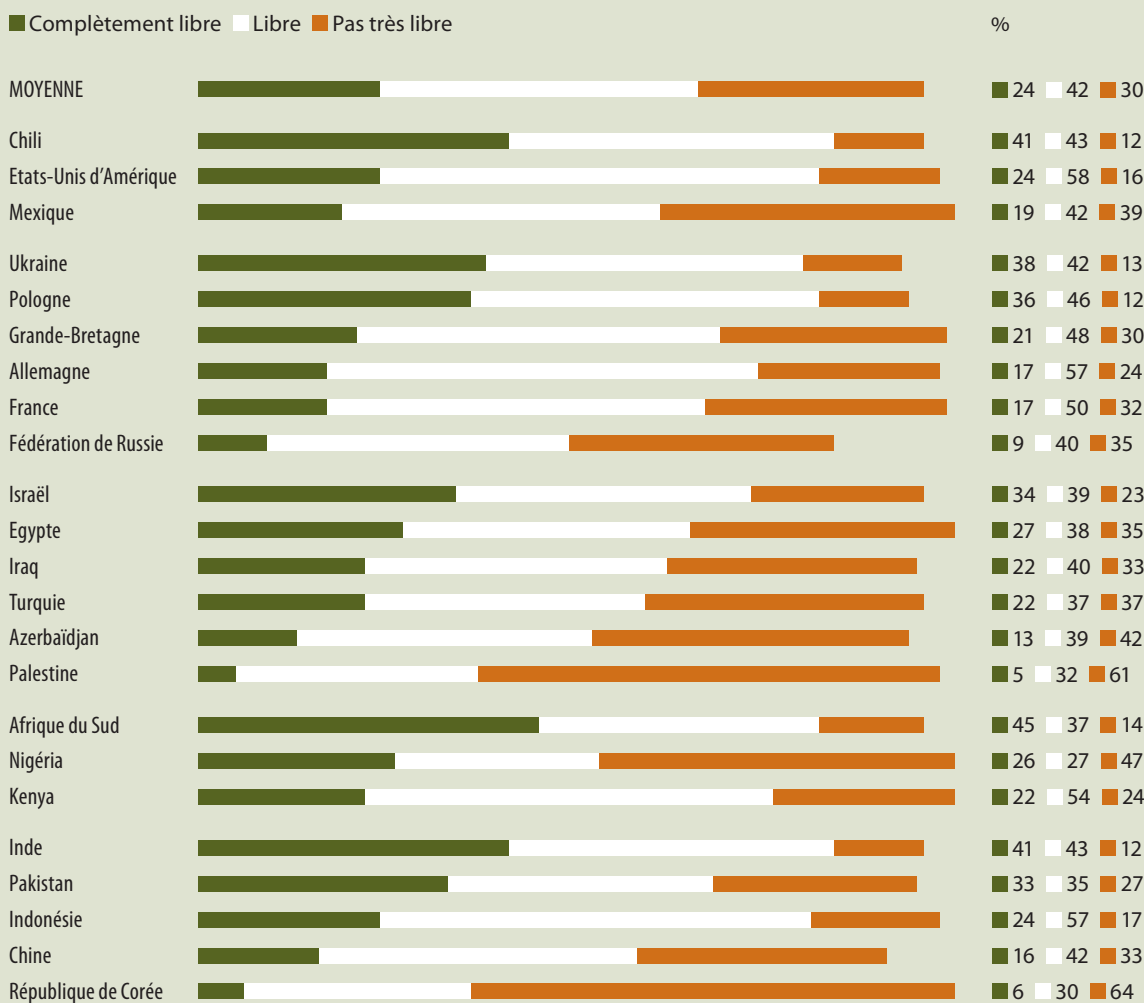
A la question : « Est-on, en fait, libre d'exprimer des opinions impopulaires dans ce pays, sans craindre d'être harcelé ou sanctionné ? » il n'y a, dans aucun cas, de majorité répondant par « complètement libre ». La réponse la plus fréquente, dans 14 pays, est seulement « libre ».

En moyenne, sur tous les pays, 24 pour cent répondent qu'on est « complètement libre » d'exprimer des opinions politiques impopulaires, 42 pour cent par « libre » et 30 pour cent par « pas très libre ». On ne note pas différences significatives, au plan mondial, selon le sexe ou l'âge.

Dans deux cas, il y a une majorité de « pas très libre »—la République de Corée (62%) et la Palestine (61%). Ils sont encore relativement nombreux à donner la même réponse au Nigéria (47%), en Azerbaïdjan (42%) et au Mexique (39%).

Bilan pour la liberté d'expression

Est-on, en fait, libre d'exprimer des opinions impopulaires dans ce pays, sans craindre d'être harcelé ou sanctionné ?



Dans trois pays seulement on trouve plus de quatre sondés sur dix estimant qu'ils sont « libres » — l'Afrique du Sud (45%), l'Inde (41%), et le Chili (41%).

Certains des pays où le taux de mécontents est élevé peuvent surprendre. Ils ne cadrent pas très bien avec les mesures les plus usitées de la liberté politique. Peut-être les sondés, déçus de la manière dont leur société répond à leurs aspirations, réagissent-ils en conséquence. Surtout lorsque ces aspirations sont influencées par leur histoire récente ou par les niveaux de liberté dans leur région.

Là où des progrès nets ont été accomplis au cours des dix ou 20 dernières années, les sondés ont tendance à

« bien noter » leur pays. Sur le continent américain, les Chiliens donnent une meilleure appréciation de leur pays que les Mexicains ou les Américains. En Afrique, les Sud-africains sont plus satisfaits de leur pays que les Kenyans ou les Egyptiens. Sur les quatre pays européens étudiés, c'est la Pologne, démocratie la plus jeune, qui se distingue.

Il se peut aussi que les « vieilles » démocraties, plaçant plus haut la barre de leurs aspirations, voient avec acuité que les idéaux de liberté ne se réalisent pas complètement en pratique. Ainsi, ils ne sont pas très nombreux à penser que leur société est complètement libre aux Etats-Unis (24%), en Grande-Bretagne (21%) ou en France (17%).

Les partis d'opposition n'auraient pas les mêmes possibilités d'exprimer leurs vues

Dans la plupart des pays, le sentiment est que les partis d'opposition n'ont pas des chances égales de peser sur les politiques gouvernementales.

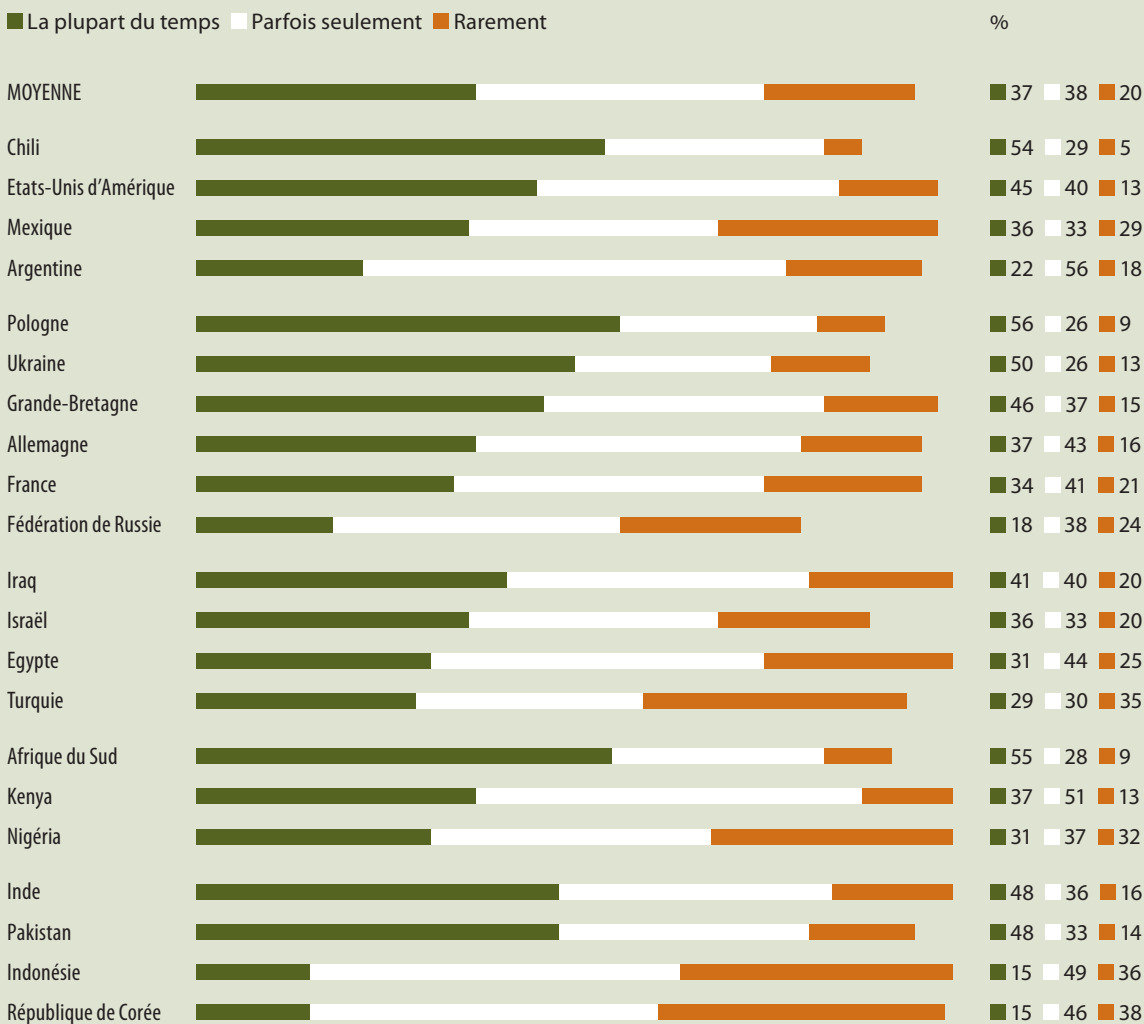
A la question « Pensez vous que les partis de l'opposition ont souvent la possibilité de se faire entendre et d'essayer d'influer sur le gouvernement ? », dans 17 pays sur 21 moins de la moitié des sondés ont répondu « la plupart du temps ». Dans 16 pays, la majorité a répondu « parfois seulement » ou « rarement ».

En moyenne, 37 pour cent seulement ont répondu « la plupart du temps », alors que près de six sur dix ont répondu soit « parfois seulement » (38%), soit « rarement » (20%).

Les fortes majorités estimant que les partis d'opposition n'ont que peu d'influence se rencontrent partout dans le monde. Trois pays seulement présentent une majorité estimant que les partis d'opposition ont la possibilité de peser équitablement sur les politiques : Pologne, Afrique

Équité pour les partis d'opposition

Pensez vous que les partis d'opposition ont souvent la possibilité de se faire entendre et d'essayer d'influer sur le gouvernement ?



du Sud et Chili. Il n'y a pas de différences notables, au plan mondial, selon le sexe ou l'âge.

En Chine et en Azerbaïdjan, la question posée était « Dans ce pays, les dirigeants politiques ayant des opinions diffé-

rentes ont-ils souvent la possibilité de se faire entendre et d'essayer de peser sur les politiques gouvernementales ? ». Dans ces deux pays, les sondés ont majoritairement répondu que ces dirigeants n'ont pas beaucoup de possibilités de se faire entendre.

Les partis politiques restreindraient la diversité des opinions

Dans presque tous les pays, les sondés pensent que les législateurs n'ont pas beaucoup de possibilités d'exprimer des opinions hors la ligne de leur parti.

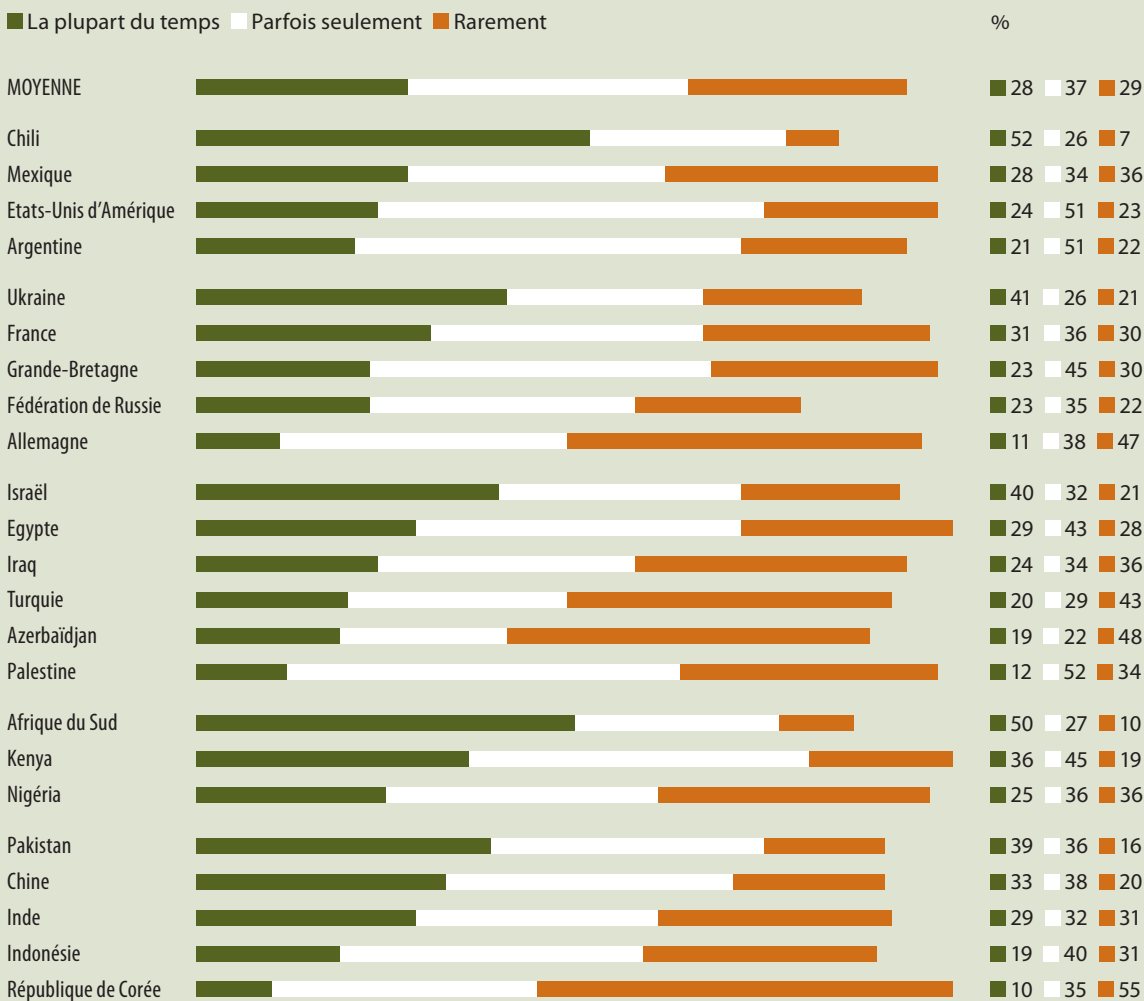
La question posée était : « Pensez-vous que les législateurs se sentent libres d'exprimer des opinions différentes de la ligne officielle de leur parti ? ». Dans 20 pays sur 23, la majorité des sondés ont répondu « parfois seulement » ou « rarement ». Un pays fait exception : le Chili où la

majorité considère que les législateurs se sentent libres de s'exprimer la plupart du temps.

En moyenne, plus de deux sondés sur trois pensent que les législateurs ne se sentent libres d'exprimer des opinions divergentes que parfois seulement (37%) ou rarement (29%), alors que 28 pour cent dissent « la plupart du temps ». Il n'y a pas de différences significatives, au plan mondial, selon le sexe ou l'âge.

Des législateurs qui s'écartent de la ligne de leur parti

Pensez-vous que les législateurs se sentent libres d'exprimer des opinions différentes de la ligne officielle de leur parti ?



Autre conclusion intéressante, il n'y a pas non plus de différence notable entre l'opinion dans les pays ayant des systèmes électoraux à la proportionnelle, où les candidats sont élus sur une liste de parti, et ceux ayant des systèmes majoritaires, où les candidats sont élus pour

représenter une circonscription particulière. De nombreuses réponses ont été obtenues de divers pays appliquant l'un ou l'autre de ces deux modes de scrutin et, quand on compare les moyennes des deux groupes de sondés, on ne note pas de différence significative.

Les femmes sont-elles bien représentées ?

Les avis sont partagés

Bien que la parité hommes-femmes au Parlement n'existe dans aucun des pays étudiés, les avis sont partagés sur l'équité de la représentation féminine. En moyenne et sur l'ensemble des pays, une petite majorité d'hommes pense que les femmes sont équitablement représentées, et une majorité relative de femmes pense le contraire.

La question posée était : les femmes, en tant que groupe, sont-elles « équitablement représentées » au Parlement ? Dans 12 pays la majorité des sondés a répondu par l'affir-

mative, de même qu'une majorité relative dans un pays. Dans 8 pays, la majorité a estimé que non.

Ces opinions ne présentent qu'une corrélation ténue avec la proportion réelle de femmes au Parlement de chaque pays¹. Peut-être les sondés ne connaissent-ils pas vraiment cette proportion. Il se peut aussi que certains soient favorablement impressionnés par l'accroissement du nombre des élues au Parlement. D'autres voulaient peut-être exprimer la certitude que le Parlement de leur pays tient compte des droits et des besoins des femmes.

Représentation des femmes

Les femmes, en tant que groupe, sont-elles équitablement représentées au Parlement ?



Pourcentage de femmes au Parlement

Pays	Chambre basse ou unique	Chambre haute ou Sénat
Argentine	41,6%	37,5%
Chili	15,0%	5,3%
Etats-Unis	16,8%	15,3%
Mexique	28,2%	18,0%
Allemagne	32,2%	21,7%
France	18,2%	21,9%
Grande-Bretagne	19,5%	19,7%
Pologne	20,2%	8,0%
Russie	14,0%	4,7%
Ukraine	8,2%	–
Azerbaïdjan	11,4%	–
Egypte	1,8%	6,8%
Iraq	25,5%	–
Israël	17,5%	–
Turquie	9,1%	–
Afrique du Sud	44,5%	29,6%
Kenya	9,8%	–
Nigéria	7,0%	8,3%
Chine	21,3%	–
Inde	10,7%	9,5%
Indonésie	16,6%	–
Pakistan	22,5%	17,0%
Rép. de Corée	13,7%	–

Source : <http://www.ipu.org/wmn-e/classif.htm>. La Palestine ne figurait pas dans la liste

L'Afrique du Sud et l'Allemagne se distinguent du lot en matière de représentation féminine (Afrique du Sud : 45% en Chambre basse et 30% en Chambre haute ; Allemagne : 32% en Chambre basse et 22% en Chambre haute). Dans ces deux pays, la majorité des sondés pense que les femmes sont équitablement représentées avec 64 pour cent pour l'Afrique du Sud et 52 pour cent pour l'Allemagne.

Paradoxalement, dans le pays qui vient au troisième rang, l'Iraq avec 22 pour cent, une écrasante de sondés (73%) pense que les femmes ne sont pas équitablement représentées.

De façon non moins étonnante, aux Etats-Unis où la représentation féminine est faible au Congrès (17% en Chambre basse et 15% en Chambre haute), 61 pour cent des Américains, pas moins, pensent que les femmes sont équitablement représentées.

En Asie, le Pakistan et la Chine se situent au dessus de la moyenne mondiale (18%) en matière de présence féminine au Parlement (Pakistan : 23% Chambre basse et 17% Chambre haute ; Chine : 21%). Dans les deux cas, une majorité écrasante de sondés pense que les femmes sont équitablement représentées (Pakistan 81%, Chine 72%). Les Pakistanais tiennent peut-être compte du fait qu'ils ont élu une femme Premier ministre (Benazir Bhutto) ou de l'importante participation des femmes à tous les niveaux de la vie politique depuis quelques années. Quant aux Chinois, ils mettent peut-être en avant leur engagement idéologique en faveur des droits des femmes.

En Europe, plus précisément en Pologne (20% Chambre basse et 8% Chambre haute) et en France (18% et 22%), une majorité de sondés pense que beaucoup reste à faire, notamment en France avec 70 pour cent, contre 51 pour cent en Pologne. Par contre, une faible majorité de sondés en Grande Bretagne (55%, avec 20% de femmes dans chaque Chambre) et en Allemagne (52%; voir ci-dessus) déclare que les femmes sont équitablement représentées.

Sur les onze pays étudiés ayant 17 pour cent ou moins de femmes parlementaires, six estiment que les femmes ne sont pas équitablement représentées, quatre qu'elles le sont et, dans le pays restant, les avis sont partagés. Au Chili, en Turquie, en Indonésie et en République de Corée, la majorité des sondés pense que les femmes ne sont pas équitablement représentées. En Fédération de Russie et en Ukraine, cette majorité est relative. Aux Etats-Unis, au Nigéria, en Inde et en Azerbaïdjan, la majorité déclare que les femmes sont équitablement représentées. Les Kenyans sont partagés.

Variations par sexe

Dans les deux tiers des pays étudiés, 16 sur 24, les femmes étaient plutôt moins enclines à penser qu'elles sont équitablement représentées au Parlement. Dans deux pays, toutefois, elles étaient *plus* susceptibles d'avoir cette opinion que les hommes. Dans six autres pays, les différences entre l'opinion des femmes et celle des hommes sont négligeables.

En moyenne sur tous les pays considérés, la majorité des hommes (53%), déclare que les femmes sont équitablement représentées, alors qu'une majorité relative de femmes pense le contraire (48% « pas équitablement », 45% « équitablement »). L'écart moyen entre hommes et femmes sur cette question est donc de 8 points.

L'écart le plus important est constaté en Allemagne où 65 pour cent des hommes, contre seulement 38 pour cent des femmes, pensent que la représentation féminine est

équitable. Vient ensuite la Pologne, où 50 pour cent des hommes et seulement 31 pour cent des femmes ont cette opinion. L'écart est donc de 27 points en Allemagne et de 19 points en Pologne.

Des écarts importants existent aussi en Argentine, au Chili, en Ukraine et en Israël. Dans tous ces pays, une majorité absolue ou relative des femmes pense qu'elles ne sont pas équitablement représentées et les différences entre l'opinion des deux sexes sont considérables.

Dans deux pays, les hommes sont *plus* enclins que les femmes à trouver la représentation féminine inéquitable : la France et l'Iraq. En France, de fortes majorités chez les deux sexes estiment que les femmes ne sont pas équitablement représentées : 74 pour cent chez les hommes

contre 67 pour cent chez les femmes ! Il en va de même en Iraq où la représentation féminine est majoritairement jugée inéquitable par les sondés des deux sexes, mais où cet avis est plus tranché chez les hommes.

Hommes et femmes ont des opinions quasiment identiques sur la question dans six pays. Au Mexique, en Grande-Bretagne, en Inde et en Chine, la majorité des sondés des deux sexes estime que les femmes équitablement représentées, sans différences notables. En Turquie et en Indonésie, l'opinion majoritaire est qu'elles *ne sont pas* équitablement représentées, là encore sans différences notables entre les sexes.

¹ L'Union interparlementaire recense le nombre et le pourcentage de femmes dans chaque parlement. Pour les dernières statistiques, voir : <http://www.ipu.org/wmn-f/classif.htm>.

Les minorités sont-elles bien représentées ?

Un bilan contrasté

Sur l'équité de la représentation des minorités ethniques, religieuses ou nationales au Parlement on trouve toute une palette d'opinions, mais la tendance générale serait plutôt que les minorités ne sont pas équitablement représentées.

A la question : « Les minorités, notamment ethniques, religieuses ou nationales, sont-elles équitablement représentées au Parlement ? », les sondés de huit pays ont répondu à la majorité absolue ou relative par l'affir-

mative et ceux de dix autres par la négative. Dans cinq pays les opinions sont également partagées².

En moyenne et sur tous les pays étudiés, 40 pour cent des sondés déclarent que les minorités sont équitablement représentées, et 47 pour cent que non. Il n'y a pas différences notables, au plan mondial, selon le sexe ou l'âge.

Dans sept pays une majorité claire estime que les minorités ne sont pas équitablement représentées, soit tous les pays d'Amérique latine étudiés : Argentine (69%), Mexique

Représentation des minorités

Les minorités, notamment ethniques, religieuses ou nationales, sont-elles équitablement représentées au Parlement ?

■ Oui ■ Non

%



(67%), Chili (66%), ainsi que la République de Corée (86%), la France (66%) et le Kenya (61%).

Dans cinq pays une majorité claire pense que les minorités sont équitablement représentées : Chine (80%), Nigéria (64%), Pakistan (60%), Azerbaïdjan (56%) et Etats-Unis (56%).

Ailleurs, on trouve soit une opinion partagée, soit une légère majorité absolue ou relative.

2 L'UIP et le PNUD ont lancé un projet visant à mieux comprendre la représentation des minorités et des populations autochtones. Pour plus ample information, prière de consulter : <http://www.ipu.org/dem-f/minorities/overview.htm>.

Le cas de l'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud tient une place à part : elle a un groupe majoritaire qui vient tout juste de prendre l'ascendant politique. Les Sud-africains veulent croire que les divers groupes raciaux sont équitablement représentés.

Il n'est donc pas surprenant que 86 pour cent, soit la majorité écrasante des sondés, déclarent que les « Noirs » sont équitablement représentés au Parlement et qu'en même temps, 68 pour cent estiment que les « Blancs » le sont aussi.

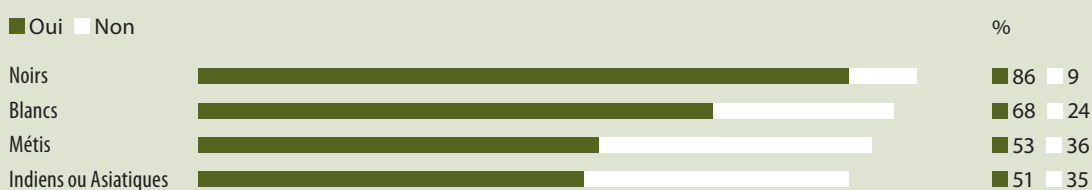
Pour les autres groupes raciaux, les majorités exprimant la même opinion sont moins marquées. Ainsi, 53 pour cent déclarent que les « Métis » sont équitablement représentés, et 51 pour cent en pensent de même pour les « Indiens ou les Asiatiques ».

De fortes majorités chez tous les groupes ethniques pensent que les Noirs sont équitablement représentés au Parlement sud-africain. C'est dans le regard d'un groupe ethnique sur l'autre que des différences intéressantes apparaissent. Les Noirs sont le seul groupe ethnique estimant que les citoyens d'origine asiatique ou indienne sont bien représentés. Tous les autres groupes pensent le contraire. De même, le seul groupe ethnique qui dit que les Blancs *ne sont pas* équitablement représentés sont les Blancs eux-mêmes, tous les autres pensent le contraire.

La majorité des Noirs (63%) pense que les Métis sont équitablement représentés, alors qu'une majorité relative de Blancs (49%) et une majorité absolue de Métis (64%) et d'Asiatiques (59%) pensent que non. De même, les Noirs (60%) pensent que les Indiens et les Asiatiques sont équitablement représentés, contre une majorité relative de Blancs (50%) et une majorité de Métis (53%) et d'Asiatiques (63%) qui pensent le contraire. Enfin, les Blancs (65%) n'ont pas le sentiment d'être équitablement représentés, alors que la majorité des Noirs (84%), des Métis (58%) et des Asiatiques (57%) estime que les Blancs sont équitablement représentés.

Les Sud-africains se prononcent sur la représentation parlementaire

Pensez-vous que les groupes suivants sont équitablement représentés au Parlement ?



Les sondés pensent que les populations autochtones sont sous-représentées

Dans plusieurs pays aux fortes populations autochtones, la majorité des sondés pensent, dans tous les cas, que ces populations ne sont pas équitablement représentées.

Dans quatre pays ayant de fortes populations autochtones, la question posée était : « Les populations autochtones sont-elles équitablement représentées au Parlement ? ». Dans les quatre cas la réponse, nettement majoritaire, a été « non ».

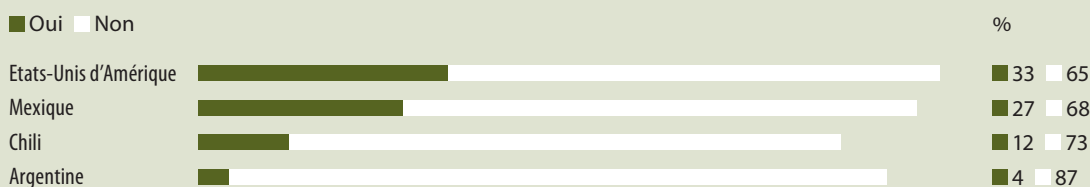
C'est en Argentine que cette opinion est la plus tranchée avec 87% de « non » contre 4 pour cent seulement de « oui ». Vient ensuite le Chili où 73 pour cent des sondés estiment que ces populations ne sont pas équitablement représentées contre 12 pour cent d'avis contraire.

Aux Etats-Unis, 65 pour cent pensent que la représentation des populations autochtones laisse à désirer, sachant que dans ce pays les parlementaires d'origine autochtone ne constituent même pas 1 pour cent des membres du Congrès. Les tenants de l'opinion minoritaire pensent peut-être que les intérêts des autochtones sont bien servis depuis que ces derniers ont commencé à s'organiser politiquement.

Le Mexique donne des résultats similaires : 68 pour cent des sondés disent que les populations autochtones sont équitablement représentées contre 27 pour cent d'avis contraire. Là encore certains des Mexicains ayant répondu par « non » considèrent peut-être que les événements récents, notamment les soulèvements des autochtones, se traduisent par une meilleure reconnaissance de leurs droits.

Représentation des populations autochtones

Les populations autochtones sont-elles équitablement représentées au Parlement ?



Annexes

Partenaires de recherche

Pays	Centre de recherche	Contact
Afrique du Sud	TNS Research Surveys	Mme Jane Smith Jane.Smith@TNS-Global.co.za +27 (0) 11 778 7608
Allemagne	Ri*Questa GmbH	Dr. Bernhard Rieder riquesta.rieder@t-online.de +49 (0)7641 934336
Argentine	Graciela Romer y Asociados	Mme Graciela C. Römer graciela@romer.com.ar (+54-11) 4345-2864/5
Azerbaïdjan	International Center for Social Research	Dr. Tair Faradov tfaradov@yahoo.com (+99 412) 492 27 34/672 22 49
Chili	MORI Chile	Dr. Marta Lagos mori4@morichile.cl +562 334 4544
Chine	Fudan Media and Public Opinion Research Center (FMORC), Fudan University	Dr. Baohua Zhou zhoubaohua@yeah.net
Egypte	Attitude Market Research	M. Mohamed Al Gendy mgendy@attitude-eg.com +202 22711262
Etats-Unis d'Amérique	Program on International Policy Attitudes / Knowledge Networks	Dr. Stephen Weber sweber@pipa.org +1-202-232-7500 Dr. Michael Dennis mdennis@knowledgenetworks.com +1-650-289-2160
Fédération de Russie	Levada Center	Mme Ludmila Khakhulina lkhahul@levada.ru (+7 095) 229-55-44
France	Efficienc 3	Mme Sandrine Hourlier sandrine.h@efficienc3.com +33 3 26 79 07 97
Grande-Bretagne	Facts International	Mme Anna Mackenny anna@facts.uk.com +44 (0) 1233 648457
Inde	Centre for Voting Opinion & Trends in Election Research (CVoter)	M. Yashwant Deshmukh yashwant@teamcvoter.com 91 120 4247135
Indonésie	Synovate	Mme Eva Yusuf Eva.Yusuf@synovate.com (+62-21) 2525 608

Iraq	Asharq Research Center	Dr. Haitham Numan haitham@asharqcenter.com +964 770 444 6660
Israël	Market Watch Israel	Ronit Bernstein-Rahman ronitb@mwi.co.il +972-3-7533333
Kenya	Research Path Associates Limited	M. Jeremy Mwololo Jeremy.Mwololo@RPA.co.ke +254-20-2734770
Mexique	Data OPM	M. Pablo Paras pp@dataopm.net (+55) 5575 1250
Nigéria	Market Trends Research International	Mr. Michael Umogun m.umogun@research-intng.com + 234-1 791 79 87
Pakistan	SEDCO	Mme Uzma Athar uzmathar@yahoo.com +92 321 517 9641
Palestine	Palestinian Center for Public Opinion	Dr. Nabil Kukali kukali@p-ol.com (+972-2) 2774846
Pologne	CBOS	Dr. Mirosława Grabowska m.grabowska@cbos.pl (+0-22) 693 47 25 / 693 46 93
République de Corée	East Asia Institute	M. Han Wool Jeong hwjeong@eai.or.kr +82 2-2277-1683
Turquie	ARI Foundation / Infakto Research Workshop	M. Yurter Ozcan Yurter@arifoundation.org +1 (804) 868 0123 Dr. Emre Erdogan emre.erdogan@infakto.com.tr +90 212 231 07 08
Ukraine	Kiev International Institute of Sociology	Dr. Vladimir Illich Paniotto paniotto@kmis.kiev.ua (+38) 044 537-3376 / (+38) 044 501-7403

Methodologie

Pays	Echantillon (non pondéré)	Marge d'erreur (%)	Dates d'enquête	Mode d'entretien	Type d'échantillon
Afrique du Sud	2000	2,2	10-30 juin 2009	Face-à-face	Grandes villes ¹
Allemagne	1008	3,2	29 avril – 14 mai 2009	Téléphone	National
Argentine	679	3,8	20-29 août 2008	Face-à-face	Urbain ²
Azerbaïdjan	600	4,1	26 mai – 5 juin 2009	Face-à-face	National
Chili	1000	3,2	25 juin – 9 juillet 2009	Face-à-face	National
Chine	1006	3,2	14-21 mai 2009	Téléphone	National ³
Egypte	600	4,1	25 avril – 12 mai 2009	Face-à-face	Urbain ⁴
Etats-Unis	816	3,5	27 mai – 4 juin 2009	Internet	National ⁵
Fédération de Russie	799	3,5	22-26 mai 2009	Face-à-face	National
France	600	4,1	25-29 mai 2009	Téléphone	National
Grande-Bretagne	600	4,1	13 mai – 4 juin 2009	Téléphone	National
Inde	1049	3,1	4-6 juin 2009	Face-à-face	National ⁶
Indonésie	712	3,7	12-21 mai 2009	Face-à-face	National ⁷
Iraq	1235	2,8	29 avril – 15 mai 2009	Face-à-face	National ⁸
Israël	900	3,3	16-17 juin 2009 (J) 21-25 juin, 2009 (A)	Téléphone	National ⁹
Kenya	1000	3,2	7-14 mai 2009	Face-à-face	National
Mexique	816	3,5	23 mai – 12 juin 2009	Téléphone	National ¹⁰
Nigéria	1000	3,2	31 mai – 6 juin 2009	Face-à-face	National ¹¹
Pakistan	1000	3,2	17-28 mai 2009	Face-à-face	National
Palestine	500	4,5	20 mai – 1 ^{er} juin 2009	Face-to-face	National ¹²
Pologne	1038	3,1	27 mai-3 juin 2009	Face-à-face	National
République de Corée	600	4,1	6 mai 2009	Téléphone	National
Turquie	720	3,7	13-23 mai 2009	Face-à-face	National
Ukraine	1007	3,2	21-31 mai 2009	Face-à-face	National

- 1 TNS a effectué un sondage aléatoire d'après des quotas par région et par race, déterminés par le recensement concernant les sept principales régions urbaines d'Afrique du Sud : Johannesburg, Le Cap, Durban, Port Elizabeth, East London, Pretoria et Bloemfontein.
- 2 En Argentine, le sondage a été effectué dans les zones urbaines de la capitale fédérale et du Grand Buenos Aires, qui représentent 35 pour cent de la population du pays.
- 3 En Chine, le sondage portait sur un échantillon probabiliste de foyers urbains et ruraux, ayant des téléphones fixes, dans les provinces suivantes : Anhui, Hebei, Heilongjiang, Hubei, Jiangsu, Shanxi, Shanghai, Sichuan, and Yunnan, ce qui représente approximativement 60 pour cent de la population de Chine continentale. L'échantillon était à 40 pour cent rural et à 60 pour cent urbain (les foyers ruraux constituent environ 55 pour cent de la population chinoise).
- 4 En Egypte, le sondage a été effectué dans les zones urbaines du Caire, d'Alexandrie, de Guizèh, et de Subra. Ces quatre zones représentent 75 pour cent de la population urbaine du pays, soit 42 pour cent de la population totale de l'Egypte.
- 5 Aux Etats-Unis, le sondage a été effectué en ligne, par internet, sur un échantillon nationalement représentatif de Knowledge Networks. Cet échantillon probabiliste a été choisi parmi les foyers américains possédant un téléphone fixe et auxquels une connexion internet a été fournie en cas de besoin.
- 6 En Inde, le sondage face-à-face a été effectué dans les zones urbaines des 14 plus grands Etats indiens. Ces Etats représentent 77 pour cent de la population indienne. L'échantillon est urbain à 60 pour cent. La population indienne est à 30 pour cent urbaine environ.
- 7 En Indonésie, l'enquête a été effectuée sur un échantillon probabiliste national à la fois en zone urbaine et en zone rurale, couvrant environ 87 pour cent de la population indonésienne.
- 8 En Iraq, l'enquête sur un échantillon probabiliste national, a été effectuée dans les 18 provinces du pays.
- 9 En Israël, l'échantillon juif a été pondéré par âge, sexe, religiosité et zone géographique. L'échantillon arabe omnibus a été pondéré par zone géographique, âge et sexe et il comprend 250 entretiens supplémentaires. L'ensemble des sondés a été pondéré en fonction de la représentation dans la population : 87% de Juifs et 13% d'Arabes.

- 10 Au Mexique, le sondage a été effectué sur un échantillon aléatoire d'adultes ayant un téléphone fixe, dans les 31 Etats du pays et dans le District fédéral. La pénétration du téléphone est de 55 pour cent au Mexique.
- 11 Au Nigéria, l'échantillon provient de six Etats sélectionnés, un par région géographique, en fonction de la taille et de la représentativité. Dans chaque Etat, des points d'échantillonnage ont été choisis de façon aléatoire en plusieurs phases, favorisant les zones urbaines. L'échantillon final est à 75 pour cent urbain, sachant que la population nigériane est à 50 pour cent urbaine.
- 12 Dans les territoires palestiniens, un sondage face-à-face a été effectué sur un échantillon probabiliste national appartenant à la population de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et à la Bande de Gaza. Dans l'ensemble du texte, les territoires palestiniens sont désignés par 'Palestine', suivant l'usage de l'Union interparlementaire.